

# AGIR ENSEMBLE face aux DISCRIMINATIONS

*enjeux, acteurs et actrices, ressources*

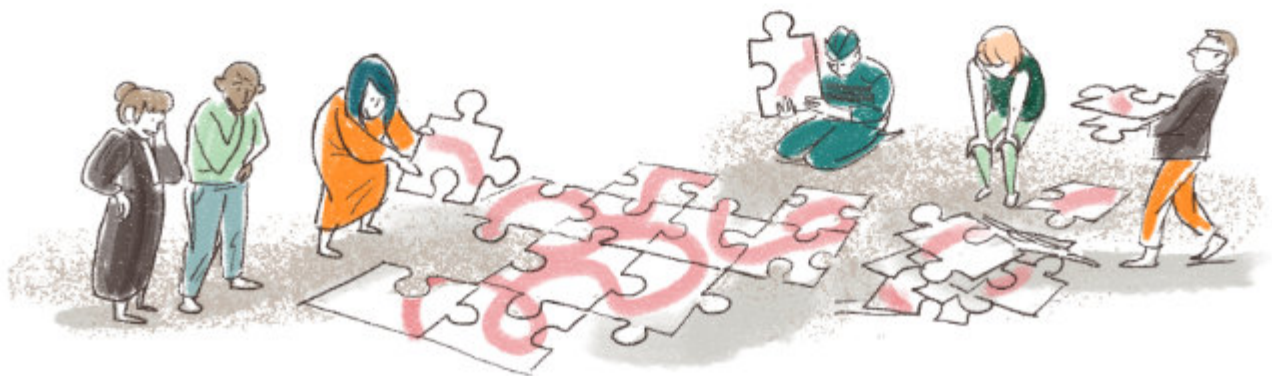


**TABLE RONDE**

*26 juin 2025*

*Synthèse graphique*





Cette journée de séminaire a été organisée par la mission Lutte contre les discriminations de la ville de Strasbourg avec l'appui de l'ORIV- Observatoire régional de l'intégration et de la ville.

## OUVERTURE

Floriane Varieras, Adjointe à la Maire en charge de la ville inclusive et de la lutte contre les discriminations

## INTERVENANTES

Claire Hédon, Défenseure des droits

Clarisse Taron, Procureure de la République de Strasbourg

Faouzia Sahraoui, Directrice générale et psychologue, SOS France Victimes 67

Maryline Poulain, Préfète déléguée à l'égalité des chances du Bas-Rhin

## (COORDINATION

Émilie Jung, chargée de mission Lutte contre les discriminations, Ville de Strasbourg

Gaëlle Donnard, Directrice de projets ORIV

## ANIMATION

Nadia Aubin, Journaliste indépendante

## SYNTHÈSE ILLUSTRÉE

Julie Stoehr, Artiste-autrice illustratrice

Ce document est issu des interventions orales lors du séminaire « Agir ensemble face aux discriminations : Enjeux, acteurs, ressources » du 26 juin 2025 à Strasbourg. Il ne s'agit pas de la retranscription des prises de parole mais de la reprise des éléments clés.



# CLAIRE HEDON

... Défenseure des droits ...



## LE DEFENSEUR DES DROITS



90%  
des réclamations  
concernent ce  
domaine

Mes 5 domaines  
de compétence :

Les droits des  
usager-es des  
services publics



Le contrôle de la  
déontologie des  
forces de sécurité



La protection  
des enfants



La protection et  
l'orientation des  
lanceur-euses  
d'alerte



La lutte contre les  
discriminations



Une institution administrative  
indépendante créée en 2011 qui  
lutte contre les discriminations.

Elle veille au respect des libertés et  
des droits des citoyen-nes.

Mes 2 missions :

- Défendre les personnes  
dont les droits ne sont  
pas respectés
- Permettre l'égalité de  
tous et toutes

dans 80% des cas,  
une médiation  
est mise en place,

elle aboutit  
dans 3/4  
des cas !

260  
agent-es  
et juristes

630  
délégué-es  
territoriaux  
bénévoles formé-es  
à la médiation



Le Défenseur des droits  
est un bon observatoire  
de ce qui ne va pas dans  
notre société !



Un fort pouvoir d'enquête  
utile pour prouver les faits  
de discrimination, porter des  
recommandations et  
présenter des observations  
devant les tribunaux !





UN TRAVAIL  
EN PARTENARIAT  
AVEC



- Tribunaux et magistrat-es
- Cour européenne des droits de l'homme
- 110 associations de terrain

indispensables aux victimes pour ne pas qu'elles restent seules.

indispensables à la Défense des droits pour observer et rapporter les faits.

## L'AUGMENTATION DES DISCRIMINATIONS EN FRANCE



ZOOM

Les domaines les plus concernés par les réclamations pour discriminations au Défenseur des droits :

- EMPLOI
- ACCÈS AUX SERVICES: restaurants, discothèques, logements, ...



En juin 2024, le Défenseur des droits observe une hausse de 50% des appels pour dénoncer des propos racistes, sexistes et homophobes.

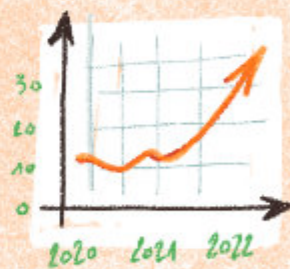


Des contrôles d'identité massifs sans traçabilité ni résultats. 47 millions de contrôles d'identité selon un rapport de la Cour des Comptes en 2023.

18% de la population entre 18 et 49 ans déclarent avoir été victime de discriminations ces 5 dernières années, contre 14% en 2008, d'après l'enquête Trajectoires et Origines réalisée par l'Insee et l'Ined.



Hausse de 52% du nombre de victimes de discriminations entre 2021 et 2022, selon l'enquête Victimation du service statistique du Ministère de l'intérieur.



1 jeune actif sur 3 entre 18 et 34 ans se dit victime de discrimination contre 1 personne sur 5 dans la population générale, selon le baromètre Organisation Internationale du Travail (OIT)

pourtant, en 2024, les réclamations au Défenseur des droits sont en baisse, et ce malgré des modalités de contact variées (mail, courrier, téléphone 3928 ...)







## ZOOM

Les discriminations peuvent être:

- **Volontaires ou involontaires:** on peut avoir des biais soi-même sans en avoir conscience!
- **Intersectionnelles:** cumul des discriminations selon la situation des personnes.
- **Systémiques et structurelles:** les organisations sociale, administrative, scolaire, etc, peuvent générer des discriminations.

## UN NON RECOURS AUX DROITS MASSIF

Alors que discriminer  
est formellement  
interdit par la loi!



en quoi cela  
va-t-il résoudre  
mon problème  
aujourd'hui?



J'ai peur des  
représailles!

Porter plainte peut avoir des  
conséquences, comme par  
exemple être licencié-e, être  
poursuivi-e pour diffamation  
....

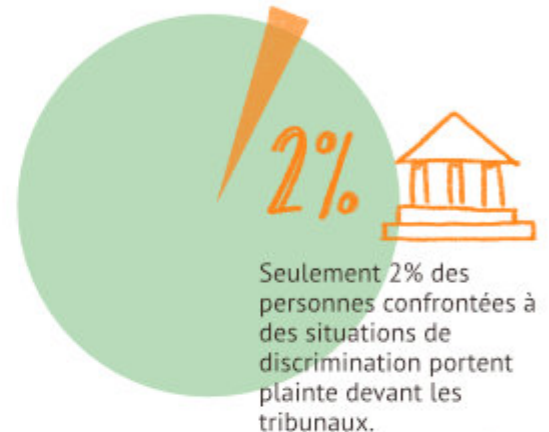


je n'ai plus  
confiance dans  
les institutions.

on ne peut pas  
faire peser la lutte  
contre les discriminations  
sur les victimes en leur  
reprochant de ne pas  
porter plainte.



D'ailleurs,  
la lutte contre les  
discriminations  
ne se résume pas  
à porter plainte.  
C'est bien plus  
que cela!



POURQUOI?



## NOUS AVONS BESOIN DE LEVIERS POUR :

Redonner confiance dans les institutions.



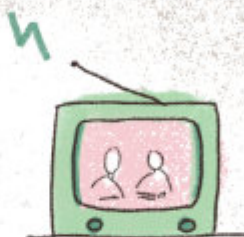
Poser des sanctions plus lourdes.



Renforcer les politiques publiques en matière de discriminations.



Mener des campagnes de communication qui expliquent ce que sont les discriminations, qu'elles sont interdites et qu'elles ont des conséquences délétères sur la santé des victimes mais aussi sur la cohésion sociale.



## QUELLES ACTIONS ?

### FORMER



sur les discriminations permet de connaître ses droits, mais aussi de comprendre les biais qu'on peut avoir soi-même (le fameux: "je ne suis pas raciste/sexiste, mais...")



### DIFFUSER

l'accès au Défenseur des droits pour prendre connaissance des problématiques et ne pas laisser les victimes seules.



## ZOOM

## 4 moyens de contacter le Défenseur des droits :



3928



[antidiscriminations.fr](http://antidiscriminations.fr)



Défenseur des droits  
Libre réponse 71120  
75342 PARIS CEDEX 07



En présentiel  
avec les délégués  
territoriaux



# LE CAS DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ MASSIFS PAR LES FORCES DE L'ORDRE



selon un rapport  
tout récent du Défenseur  
des droits :

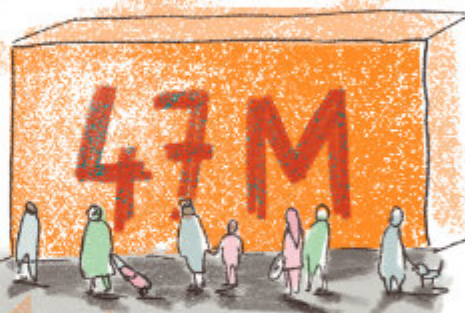
## ENQUÊTE SUR L'ACCÈS AUX DROITS

Relations police / population :  
contrôles d'identité et dépôts  
de plainte.



Objectif des  
contrôles encadrés  
par le droit et le  
code pénal :

La recherche et  
poursuite des  
infractions : vols  
aggravés, trafic de  
stupéfiants, détention  
d'armes, etc.



Un rapport de la Cour  
des comptes fait état de  
**47 millions** de  
contrôles d'identité sur  
l'année 2023

32 MILLIONS  
DANS LA RUE



Les jeunes hommes racisés  
sont 4 x plus contrôlés,  
12 x plus fouillés et sont  
plus exposés à des comportements  
non déontologiques de la part  
des forces de l'ordre.

15 MILLIONS DE  
(CONTRÔLES) ROUTIERS



MAIS POUR QUELS  
RESULTATS ?



# DES CONTRÔLES MASSIFS POUR QUELS RÉSULTATS ?

Le Défenseur des droits préconise une traçabilité des contrôles d'identité dans le but d'émettre des preuves et de donner les résultats de ces contrôles.



**CLARISSE TARON**  
Procureure de la  
République à  
Strasbourg

Le parquet de Strasbourg nous fait part de ses observations:

En 2025, sur 2 mois, 1870 contrôles de personnes par les forces de l'ordre ont abouti à:

- 7 amendes pour usage de stupéfiants
- 1 port de couteau
- 1 garde à vue pour non justification d'adresse
- 12 infractions routières

autant dire des  
résultats quasi nuls !



en gros plus  
on cumule de critères  
de discrimination,  
plus on a de chances de  
se voir refuser un dépôt  
de plainte par la police.

plus on est vulnérable  
socialement, plus les difficultés  
dans les relations avec les forces  
de l'ordre augmentent.

## Le problème du refus de dépôt de plainte

Rappelons que le refus de  
dépôt de plainte par les  
forces de police est  
interdit par la loi !

Une étude du Défenseur des  
droits constate pourtant des  
refus de dépôt de plainte qui  
concernent davantage les  
personnes:

- en situation de handicap
- racisées
- en QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville)
- au chômage
- portant des signes religieux

Rappelons que seules 2%  
des personnes confrontées à  
des situations de discrimination  
portent plainte.

## EN CONCLUSION



les contrôles d'identité massifs  
génèrent des discriminations  
systémiques...



... pour des résultats  
quasi nuls !

Tout cela illustre bien l'un des  
symptômes des discriminations  
systémiques:

Une perte de confiance de la  
population dans les institutions,  
l'État, les forces de l'ordre.



# CLARISSE TARON

- Procureure de la République  
de Strasbourg -



## LES 25 CRITÈRES DE DISCRIMINATION INTERDITS PAR LA LOI

Pourtant, en matière de  
lutte contre les discriminations,  
les attentes envers la justice  
sont souvent déçues.



## LES CHIFFRES DES AFFAIRES TRAITÉES AU TRIBUNAL DE STRASBOURG en 2024



**2** jugements pour diffamation portant sur la discrimination



**40** procédures d'injures à caractère discriminant (dont 25 classées sans suite pour défaut de preuves)



**20** affaires avec circonstances aggravantes fondées sur l'ethnie et la religion



**15** affaires avec circonstances aggravantes portant sur l'orientation sexuelle



**24** discriminations sur l'orientation sexuelle



**12** provocations à la haine



**ZOOM**

En 2022, les discriminations fondées sur l'origine, la religion ou l'orientation sexuelle sont devenues des circonstances aggravantes d'autres infractions (violences, ...)





Alors que les discriminations sont en hausse, ce sont seulement **113** affaires qui arrivent jusqu'à devant les tribunaux pour des faits de discriminations sur les **44 000** affaires traitées chaque année !

De plus, la moitié des affaires sont classées sans suite, faute de preuves.



## LES OBSTACLES À LA JUSTICE

### ① LA DIFFICULTÉ DE LA PREUVE

En matière pénale, la discrimination est une infraction intentionnelle, donc il appartient au ou à la procureur·e de prouver que la personne mise en cause a agi sciemment.



Les faisceaux d'indices

Le cumul des comportements similaires



### LES MOYENS DE FAIRE PREUVE AU PÉNAL

Les preuves externes



La méthode du testing



## ZOOM

### Le renversement de la charge de preuve :

C'est à la personne supposée discriminante de prouver qu'elle n'a pas discriminé !



Pour les procédures civiles, vise à simplifier le processus pour la personne demandeuse.

Permet de transférer le poids de la preuve à la personne supposée discriminante.

Les cas douteux ou incertains vont ainsi en faveur de la personne supposée discriminée

Sur le plan pénal, ce renversement n'est pas possible à cause de la présomption d'innocence.

Pour que cela puisse exister pour les affaires de discriminations sur le plan pénal, il faudrait faire évoluer la loi.



## ② LE MANQUE DE MOYENS ET DE TEMPS

En matière de politique pénale, les priorités sont déterminées par le Ministère de la justice.



les procureur·es adaptent  
cette politique pénale aux  
réalités du terrain.



PRIORITÉ = SUBVENTIONS  
= MOYENS D'ACTION



À l'échelle nationale, la  
Chancellerie demande aux  
parquets de désigner un·e  
magistrat·e référent·e en  
matière de discrimination,



Chaque magistrat·e est  
référent·e de plusieurs  
sujets, ce qui laisse trop  
peu de temps de travail  
pour chaque sujet!

... mais aussi en matière  
d'environnement, de violences  
sexistes, de conditions de  
détention indignes, etc.

Il y a un manque de  
moyens pour la justice  
en France.

... et nous ne sommes  
que 40!

En comparaison avec  
le parquet de Kehl,  
nous devrions être 70  
au parquet de Strasbourg



LA JUSTICE A  
DONC BESOIN DES  
ASSOCIATIONS!





# UN PARTENARIAT FORT JUSTICE / ASSOCIATIONS



Un cellule de veille en matière de discriminations composée de la Procureure, des associations et de leurs avocat-es se réunit 2x par an pour analyser les échecs et les avancements des affaires.



## LE TRAVAIL DES ASSOCIATIONS EST ESSENTIEL POUR:



**Accueillir** les victimes pour qu'elles ne soient pas seules.



**Écouter** les victimes pour recueillir leur témoignage.



**Accompagner** les victimes à rédiger des plaintes construites et étayées afin qu'elles puissent s'engager dans des procédures solides.

Continuer à les accompagner même si il y a une décision de classement sans suite.



**Orienter** les victimes afin qu'elles puissent prendre des décisions éclairées.



**Observer et faire**

**remonter** les problématiques du terrain auprès des institutions. Cela permet de politiser les sujets et donc d'obtenir plus de moyens!



même si un grand nombre d'affaires sont classées sans suite, elles pourront être ré-ouvertes plus tard.

Elles serviront aussi de référence en cas de nouvelles plaintes.

*Lutter contre les discriminations est un travail difficile et de longue haleine!*





# FAOUZIA SAHRAOUI

- Directrice générale et psychologue -  
SOS France Victimes 67

## SOS FRANCE VICTIMES 67

Une association agréée par le Ministère de la justice, présente dans les tribunaux de Strasbourg et de Saverne et dans la Maison de la justice et du droit.



L'association observe et documente :

Les discriminations touchent toutes les sphères de la vie : emploi, éducation, espace public, administration, soin, ...

Les discriminations portent atteinte à la dignité des personnes et ont des répercussions sur leur état de santé physique et psychologique.



## LES EFFETS DES DISCRIMINATIONS SUR LA SANTÉ DES VICTIMES



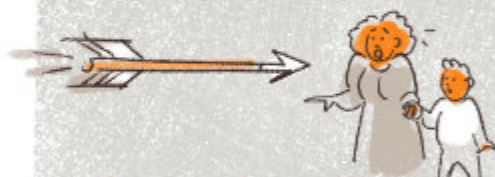
## L'ÉTUDE MYNORITY STRESS MODÈLE 2003

D'après cette étude, les actes de discrimination répétés et/ou cumulés chez une personne créent des stress majeurs et accentuent le risque d'effondrement psychique car ils mettent à mal le fondement de la personnalité.



Il existe plusieurs associations sur le territoire, dont celle-ci, en capacité d'informer et d'accompagner les victimes de discriminations.

## 2 FORMES DE DISCRIMINATION



### DIRECTES et INTENTIONNELLES

bien que pouvant être dissimulées, les intentions sont identifiables



### INDIRECTES et NON INTENTIONNELLES

par exemple une règle en apparence neutre qui défavorise les victimes



## LES EFFETS PSYCHOLOGIQUES



Anxiété généralisée



Troubles liés au stress quotidien.  
La répétitivité des actes créent  
du stress post-traumatique.



États dépressifs



Isolement



Renoncement des victimes  
à leurs droits



Ruminations mentales



Baisse de l'estime de soi



Défiance vis à vis  
des institutions



Sentiments d'impuissance  
et d'injustice

## LES EFFETS NEUROLOGIQUES

### L'ÉTUDE REISCHMANN 2009

Cette étude établit les liens entre  
les discriminations et les troubles  
physiologiques.



Le stress massif augmente  
la production de cortisol  
qui favorise les états  
inflammatoires, les  
troubles cardio-vasculaires,  
le diabète,...



Altération du sommeil



# LE CAS DES ENFANTS ET DES MINEUR·ES



Très tôt, les enfants perçoivent les micro-agressions, les différences de traitement et le fait qu'ils et elles n'aient pas la possibilité d'accéder à l'entièreté de leurs droits.

Peu de personnes en France sont formées pour accompagner les jeunes confrontés à des situations de discrimination en milieu scolaire.

Il est impératif de former les enseignant·es, animateurs et animatrices, etc !

## CONSEQUENCES

Développement de troubles physiques et physiologiques spécifiques:

- Retard cognitifs
- Troubles affectifs
- Troubles anxieux
- Décrochage scolaire
- Automutilations et tentatives de suicide



## les discriminations en milieu scolaire :

Un exemple typique est celui d'une école privée qui refuse les élèves vivant en QPV ou d'origine étrangère au moment de l'entrée en 6ème.



On a même observé un renversement de l'argumentaire:

Le refus est justifié par le mal être présumé de l'enfant qui, n'ayant pas le codes (vestimentaires, alimentaires, religieux,...) aurait du mal à s'intégrer et souffrirait d'isolement.



## EN CONCLUSION

Les associations d'aide aux victimes ont du personnel formé, des psychologues et des juristes pour recevoir, informer, accompagner et renforcer les victimes afin qu'elles puissent se lancer dans d'éventuelles procédures.



Elles donnent les moyens d'aller au bout des procédures en aidant à rédiger des courriers, à structurer des plaintes à accompagner au commissariat. Elles soutiennent les victimes en continuant à les accompagner même en cas de classement sans suite.



# MARYLINE POULAIN

-- Prêfète à l'égalité des chances --



## LE C.O.R.A.H.D

nous sommes seulement  
12 prêfets à l'égalité  
des chances en France !

Marilyne Poulain co-préside avec la Procureure de la République le CORAHD: **Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme, la Haine anti-LGBTQIA+ et les Discriminations liées à l'origine.**

Objectif: Stratégie collective de lutte contre les discriminations

### UNE VISION GLOBALE



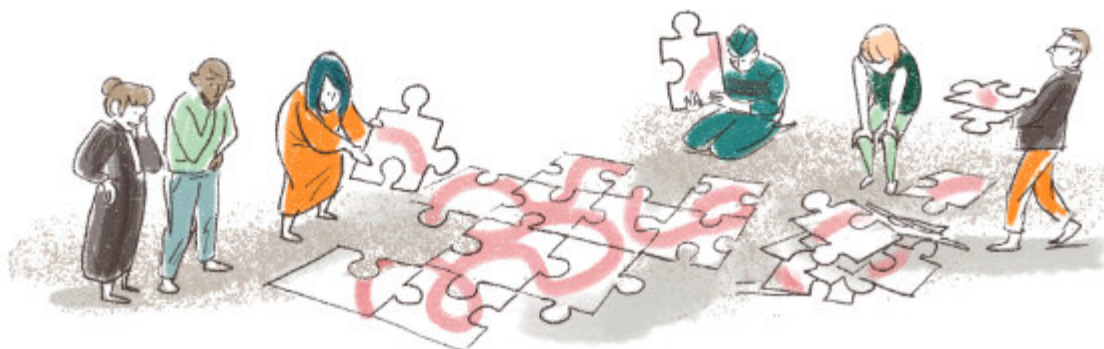
nous utilisons les retours du terrain de la part des différents services (Éducation nationale, associations, tribunaux, police, ...) pour faire bouger les lignes.

Il regroupe l'ensemble des services de l'État:

- La justice
- L'Éducation nationale
- Les forces de l'ordre
- Les associations de lutte contre le racisme et la haine anti-LGBTQIA+
- Les collectivités (ville, Eurométropole, région, département)
- Les syndicats

L'ensemble des acteurs et actrices coopèrent pour monter un plan d'action avec des axes structurants: formation, sensibilisation, ...

Le réseau reste sans cesse à consolider.







Il est essentiel de soutenir les structures associatives pour agir, trouver les bons relais, monter des dossiers qui aboutissent.



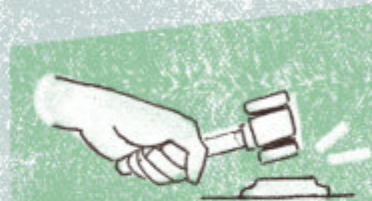
ZOOM

## la méthode du testing



Faire un test de discrimination, ou testing, consiste à soumettre deux profils comparables pour une même demande en ne modifiant qu'une caractéristique (origine, handicap, âge, sexe, ...) susceptible d'exposer aux discriminations.

Si cette opération révèle une réponse différenciée entre le profil de référence et le profil testé, on pourra présumer que celle-ci est liée à la prise en compte - consciente ou non - d'un critère de discrimination. Il incombera à la personne présumée autrice de discrimination de justifier la réponse différenciée.



Le testing constitue un mode de preuve des discriminations reconnu par la loi en matière pénale, civile et administrative. Il peut aussi être utilisé à des fins de recherches.

En 2025, le CNRS avec le soutien de la ville et Eurométropole de Strasbourg, du CORAHD et de l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires), a monté un testing sur la discrimination à l'embauche.

**4x** plus de personnes avec un nom à consonance maghréline ont vu leur candidature rejetée !



## L'ÉDUCATION, UN ENJEU MAJEUR

Les enfants représentent l'avenir de notre société. La sensibilisation doit commencer dès le plus jeune âge, et donc dès l'école.

Nous avons besoin d'un tissu associatif dense qui intervient dans les écoles et d'un recteur impliqué sur ces questions.



## SENSIBILISER ET FORMER

les professeur-es et les intervenant-es pour prévenir des séquelles sur les victimes et dans la société, car les discriminations ont un impact à l'échelle individuelle mais aussi sociétale en détériorant la cohésion sociale.



# CONCLUSION de FLORIANE VARIERAS

Adjointe  
à la Maire  
de Strasbourg

En charge de la ville  
inclusive et de la lutte  
contre les discriminations.

À l'heure où persistent des discriminations systémiques dans l'accès aux services publics ; où les femmes, les personnes perçues comme non-blanches, homosexuelles ou trans redoutent d'interagir avec des forces de l'ordre et de faire face à des préjugés ; à l'heure où tant d'entre nous craignent l'avènement de forces politiques plus réactionnaires et intolérantes, des journées de mobilisation comme celle-ci sont porteuses d'espoir !

Elles nous permettent de poser les constats et de dessiner les pistes pour faire évoluer le système. Nous savons que nous pouvons compter, à Strasbourg, sur un maillage riche entre les associations, les institutions et la ville, indispensable pour lutter réellement contre les discriminations et faire de notre ville un territoire plus inclusif.





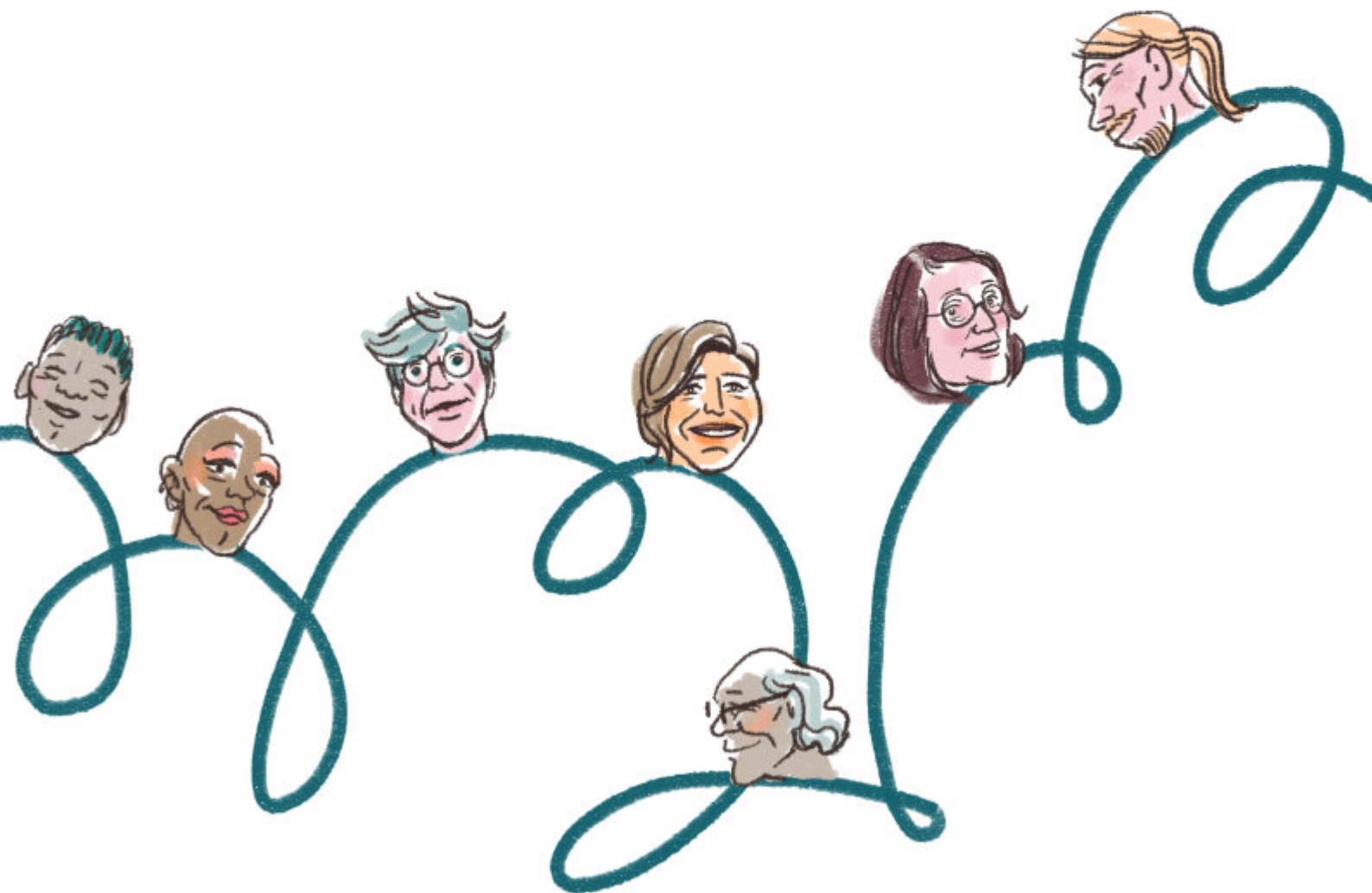
Journée de séminaire organisée par la mission Lutte contre les discriminations de la ville de Strasbourg

Avec l'appui de l'ORIV



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville  
Centre de ressources  
Grand Est

En partenariat avec  
les associations



Les droits d'auteur des illustrations de cette synthèse sont exclusivement réservés à l'usage de ce document pour la ville de Strasbourg.

Merci de ne pas utiliser les images de ce document à d'autres fins.